

Paris, le 10 décembre 2020

Journée des droits de l'Homme : l'Assemblée parlementaire de la Francophonie exige plus de respect des droits de l'Homme dans l'espace francophone

A l'occasion de la Journée des droits de l'Homme, célébrée chaque année le 10 décembre, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) réaffirme sa mobilisation pour la promotion et la protection des droits humains, clé de voûte de son action.

Le 10 décembre est l'opportunité de rappeler que les libertés et droits fondamentaux sont inaliénables et que tous les êtres humains sont tous nés libres et égaux en dignité et en droits sans aucune distinction. La pandémie de Covid-19 a mis en exergue des manquements en matière de lutte contre les inégalités, l'exclusion et les discriminations et a provoqué l'émergence de profondes crises économiques et sociales dans de nombreux pays. Le respect et la protection des droits humains doivent d'autant plus être au cœur des efforts engagés pour reconstruire nos sociétés.

Jacques Krabal, Secrétaire général parlementaire de l'APF, insiste sur l'importance d'une solidarité mondiale pour veiller au respect des droits humains dans tous les pays. « *Le monde que nous reconstruisons devra être plus exigeant en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme. Nous le devons aux citoyens d'hier qui ont lutté pour acquérir ces droits et aux citoyens de demain qui devront en bénéficier partout dans l'espace francophone et au-delà. Les droits humains sont notre bien commun.* »

Cette année, l'APF participe à la deuxième conversation francophone, organisée par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à l'occasion des 20 ans de la Déclaration de Bamako sur les pratiques de la démocratie, des droits et des libertés, l'un des cadres politiques et normatifs de référence de la Francophonie. Le 10 décembre, **Laurent Wehrli**, Conseiller national suisse et rapporteur au sein de la Commission politique de l'APF, prendra part aux débats de cette conversation dont le thème est « Peine de mort dans l'espace francophone : tendances, défis et perspectives ».

Depuis 2018, l'APF se mobilise, par le biais de sa Commission politique, pour faire avancer les débats sur l'abolition de la peine de mort dans l'espace francophone.

L'APF est l'Assemblée consultative de la Francophonie. Elle regroupe des parlementaires de 88 parlements ou organisations interparlementaires.